



Sous la direction de
CHANTAL DELSOL
GIULIO DE LIGIO

Démocratie et liberté

Les peuples modernes à l'épreuve
de leurs contradictions

*Publication des Actes du colloque, Paris,
20 et 21 mai 2019*

P

cerf **P**ATRIMOINES

POPULISME ET BIEN COMMUN

Dans leurs discours, les leaders populistes privilégient les intérêts directs de leur peuple¹ et ses traditions séculaires. Leurs propos se formulent dans une tonalité où l'urgence politique est mise en exergue ; une urgence qui consiste le plus souvent à « sauver » la souveraineté, le bien-être et l'identité du peuple. Leurs attitudes et les mots utilisés dans l'arène politique évoquent souvent ceux des fans d'un club sportif qui s'opposent frontalement et en bloc aux autres supporters d'une équipe. L'adversaire est alors délégitimé car le public doit soutenir une seule expression du jeu politique. Le risque est de voir la sphère publique dégénérer en un « *simple espace public* »² (comme l'est un stade) où s'estompent drastiquement les interrogations désintéressées des participants du jeu politique. Peu respectueux du politiquement correct des libéraux, les populistes utilisent des mots qui attestent selon eux d'un franc-parler plein de bon sens. Le populisme donne une importance de premier plan à un chef

1. En Italie, Matteo Salvini répète à loisir « *Prima gli Italiani* » en écho à « *America first* » de Donald Trump.

2. W. Privitera, *Sfera pubblica e democratizzazione*, Milano-Udine, Mimesis, 2012, p. 159-168.

charismatique ; il a le plus souvent un langage cru et provocateur, mais toujours il est présenté comme parlant à la manière d'un homme ou une femme du peuple (par opposition aux manières sophistiquées d'une élite politique conspuée¹). La tradition culturelle du peuple subirait l'attaque des élites qui parlent au nom du peuple, mais qui dans les faits trahissent son histoire, sa souveraineté, ses valeurs, etc. Bref, le populisme est là pour défendre tout ce qui constitue le bien commun qu'un peuple a hérité de son histoire culturelle.

Le bien commun est régulièrement invoqué en politique. Il est cependant difficile d'en donner une définition précise car chacun tend à lui donner un sens particulier. À tout le moins, on peut distinguer deux perceptions contemporaines du lien entre populisme et bien commun ; l'une a une connotation positive et l'autre négative, ce qui aboutit aujourd'hui à une dialectique politique féroce entre la perception du bien commun des souverainistes-illibéraux (ou « populistes ») et celui de ses détracteurs, les progressistes libéraux (ou « élites »).

1. Une définition positive du lien entre bien commun et populisme nécessite une précision préalable : l'usage du terme « populisme » n'est pas heureux ! Il participe à une condamnation *a priori* des souverainistes-illibéraux : le « populiste » évoque alors un danger politique, voire une

maladie sociale (on a ainsi parlé de la « lèpre populiste »). Il est préférable de parler d'illibéralisme. Qu'entend-on par cette expression « illibéralisme », ou démocratie illibérale ou encore souverainistes-illibéraux ? Disons-le tout de suite, ce n'est pas le refus de la liberté démocratique en soi ! Il s'agit en réalité d'une vision traditionnelle de la liberté qui refuse de faire de la personne une monade (un être simplement doué d'appétition et de perception) dont la sphère d'action est limitée uniquement par celle d'autres individus/monades. En ce sens, ma liberté ne s'arrête pas juste formellement là où commence celle des autres. Les limites à ma liberté correspondent dans les faits aux valeurs existant en moi. Ces valeurs qui guident mon action sont enracinées en chacun, elles nous permettent de nous autolimiter. L'autolimitation de mon action ne se fait pas au nom de valeurs auto-poïétiques (des valeurs auto-façonnées par l'individu), mais au nom de valeurs communes héritées de l'histoire d'un peuple qui permettent ainsi un plus grand et plus récl'épanouissement de chacun de nous. En démocratie illibérale, le bien commun est décrit comme l'ensemble des valeurs intériorisées en chaque personne et celles-ci ont une nature socio-historique. L'histoire du peuple, sa culture particulière façonnée au cours du temps, l'esprit de la nation, constituent le bien commun du peuple. Les individus l'ont en eux ou non, on ne le choisit pas ! La souveraineté culturelle de chaque peuple est à préserver car elle seule permet à chacun de nous d'y trouver son identité, inscrite dans la tradition de

1. En Italie, Matteo Salvini est toujours sans cravate, il met ironiquement des smileys-bisous sur ses nombreux tweets, vecteurs par définition de message très court et simple.

son peuple. C'est là un culturalisme populaire, qui n'a pas de connotations raciales au demeurant, et il attend beaucoup du suffrage universel pour réaffirmer l'identité du bien commun du peuple ; deux points majeurs qui distinguent donc la démocratie illibérale des théories politiques d'extrême droite des années 1920-1930 en Italie et en Allemagne. La démocratie illibérale est néanmoins le plus souvent classée à droite (ou encore qualifiée de conservatrice) pour sa défense de la souveraineté nationale, corollaire de l'identité culturelle d'une nation. Notons aussi qu'au nom de la défense du bien commun du peuple, la dénonciation de ce qui est vécu comme dénaturation culturelle du peuple (due à la présence croissante d'immigrés sur son territoire¹) est récurrente dans le discours des souverainistes-illibéraux. L'hyperpluralisme des sociétés occidentales conduit à une division radicale entre le peuple indigène et les immigrés, jugés enclin à vivre dans des communautés fermées aux valeurs du pays d'accueil. Par ailleurs, la critique concerne aussi ce qui est décrit comme la croissante paupérisation du peuple due aux fortes inégalités de patrimoine et à la prépondérance de la finance globale dans l'économie². La lutte contre la détresse

1. Le ministre de l'intérieur de l'Italie, M. Salvini, a procédé en 2018 à la fermeture autoritaire des ports italiens aux bateaux chargés de réfugiés, ce qui lui a valu des problèmes avec la justice mais aussi un net soutien de l'opinion publique italienne.

2. A. Ferrara, *Can political liberalism help us rescue "the people" from populism?*, *Philosophy and Social Criticism*, 2018, vol. 44(4), Sage, p. 472-473.

socio-économique du peuple aboutit alors à un populisme de gauche à tendance jacobine voulant renforcer l'État Providence¹. Dans les deux cas, le besoin de remédier à l'urgence (de l'immigration et/ou de la paupérisation) est au cœur des propos dit « populistes ».

2. À rebours, le populisme est décrit comme la négation du progrès humain, qui est ici identifié au bien commun de la démocratie libérale. Le progrès est aussi une notion polysémique. Il est ici compris comme ce qui permet à chacun une plus grande richesse matérielle fondée sur le libre-échange, l'esprit de commerce et la paix qui est censée en dériver. Le progrès est un bien commun dévolu à l'entreprise de chaque individu qui forge ses choix pour satisfaire ses envies. Dans cette perspective, la tradition culturelle d'un peuple est perçue comme une négligence continue des malheurs subis par les individus (tel est la thèse exemplaire sur ce point de la théorie dite du genre développée par Judith Butler²). L'émancipation de la tradition est donc un vecteur de bonheur pour l'individu. Dans cette optique, à l'exception de valeurs fondamentales tirées de l'idée kantienne de la dignité humaine (interdisant le meurtre, l'esclavage, le viol, etc.), toutes les valeurs de la vie commune sont relatives au choix de l'individu. En outre, la complexité

1. Un populisme de gauche que représente en Italie le Mouvement 5 étoiles mais qui a su trouver une entente politique avec le populisme conservateur de La Ligue, plus soucieux des autonomies locales et de la baisse des impôts.

2. J. Butler, *La vie psychique du pouvoir*, Paris, Léo Scheer, 2002.

de l'économie globale, du système technicien et des appétits de chacun sont autant de facteurs qui résument une pensée identitaire forte fondée sur les valeurs communes d'un peuple. Le bien commun est celui de l'humanité toute entière en marche vers plus de liberté individuelle et davantage de satisfactions matérielles. Chaque individu doit s'ouvrir aux différences culturelles, aux échanges internationaux, à la tolérance envers les choix d'autrui. Le peuple est toujours souverain en politique, mais ce sont les choix individuels qui constituent irréductiblement les valeurs d'un peuple. Les réticences d'une partie du peuple face au progrès humain, sont alors vues comme des obscurantismes dus à un manque d'éducation. Le peuple doit donc être éduqué, *volens nolens*, par une élite en charge d'ouvrir la voie vers plus de progrès humain. Le suffrage universel nécessite une éducation du peuple. Par une hétérogénéité des fins (soit des actions produisant des effets contraires aux intentions), la puissance érigée en quasi-monopole des technocrates dans la démocratie libérale en arrive à humilier le peuple jugé trop médiocre pour comprendre les problèmes sociaux politiques ; ce qui discrédite le suffrage universel et explique l'abstention des électeurs.

3. Cependant, le suffrage universel n'est remis en cause ni par les souverainistes-illibéraux ni par les progressistes libéraux. Tous tentent de reconnaître les éléments de la « *communauté de destins*¹ » d'un peuple

dans les discours électoraux. Les conflits propres aux élections, renforcés par un état de campagne électorale quasi permanent et alimentés par la rapidité de l'information sur les réseaux sociaux, peuvent donner néanmoins un spectacle quelque peu désolant du débat politique. C'est là le propre de la Démocratie après tout. Déjà en 1948, dans un discours à la *House of Commons*, Churchill le remarque par une phrase qui fit fortune : la Démocratie est la pire expression de gouvernement à l'exception de toutes les autres (« *Democracy is the worst form of government, except for all the others.*¹ »). Churchill aimait les bons mots. Il ne faisait pas de la Démocratie le parangon du progrès de l'humanité. Il savait qu'elle n'était pas parfaite ni toujours sage (« *No one pretends that democracy is perfect or all-wise.* »). Toutefois, il ne voulait pas qu'un groupe d'élus (« *all this idea of a group of supermen and super-planners* ») décident pour le peuple ce qui est bon pour lui (« *making the masses of the people do what they think is good for them* »). Pour peu, on pourrait accuser Churchill de populisme ! Cela étant, Churchill demande surtout une justice qui puisse contrôler les actes des élus afin qu'ils ne violent pas la Démocratie (« *without any check or correction, is a violation of democracy* »). L'émergence d'un débat politique (en partie affranchi de la classique distinction entre droite et gauche) entre deux nouveaux camps, les souverainistes-illibéraux et les

1. Winston Churchill, House of Commons, 11 November 1947, in *Churchill by Himself: The Definitive Collection of Quotations*, Public Affairs, New York, 2008, p. 574.

1. P. Pombeni, *La buona politica - Riconoscerci come una comunità di destini*, Il Mulino, Bologna, 2019.

progressistes libéraux, la revivifie et il ne doit donc pas inquiéter, tant que les garanties de l'État de droit sont respectées.

Les controverses sur les choix politiques sont saines, les débats par exemple sur la famille et la bioéthique le montrent bien. On peut débattre sur la marginalisation des familles dites traditionnelles et l'apparition de nouveaux types de conjugalité, comme les familles dites « arc-en-ciel ». On peut s'interroger sur le sens de nouveaux types de filiation issus de la procréation médicalement assistée et aussi des mères porteuses. On peut valoriser le désir personnel (de divorcer, de vivre en couple, avec une personne du même sexe éventuellement, d'adopter seul un enfant, de vouloir un suicide médicalement assisté, etc.). On peut aussi critiquer la dynamique de l'*égo* qui promet des relations narcissiques et oublie la reconnaissance traditionnelle des liens sociaux. On peut discuter de tout cela tant que la procédure du dialogue démocratique est respectée. En revanche, une intolérance sur la constitution du bien commun récuse le dialogue. S'il n'y a qu'un bien commun et qu'une seule façon de le représenter fidèlement, alors comme l'écrit J.-W. Muller¹, le désaccord n'est plus possible et seule l'idéologie compte ; le bien commun devient entièrement une subjectivité politique. Le suivi des procédures du dialogue politique (si cher à Churchill) n'accepte pas d'exception sous peine de

1. J.-W. Muller, *What is Populism?*, University of Pennsylvania Press, Pennsylvania, 2016.

tomber dans la dictature d'une vision partisane du bien commun. Les arguments ont leur valeur propre en politique. Toutefois, un malaise dans la démocratie s'installe quand la pulsion anacritique (qui consiste à utiliser l'autre pour satisfaire ses désirs, *anakritis* en grec signifie « béquille ») des leaders politiques les conduit à utiliser les électeurs pour se débarrasser de ce bien commun politique qu'est le débat démocratique et le respect de l'état de droit. La déinstitutionnalisation du débat public est un danger permanent. Une victoire électorale ne permet pas de réécrire les règles fondamentales du jeu démocratique. En somme, le bien commun en politique est une perpétuelle recherche de l'intérêt collectif dont le juste débat démocratique (qui ne se réduit pas au temps de l'élection) est le garant. Les majorités issues des urnes doivent respecter le bien commun qu'est la Constitution et le contrôle que ses juges exercent sur le débat politique.

En conclusion, je voudrais dire quelques mots sur la religion comme bien commun. On sait que, depuis longtemps, la religion a pu être vue comme une superstition dont le débat politique doit se débarrasser, cela est vrai en particulier en France. On sait aussi que la religion accompagne néanmoins la vie d'un peuple ; ses habitudes, ses mœurs, ses valeurs ont modelé et modèlent la société. Pour cette raison en Italie, comme disait déjà en 1942 Benedetto Croce, « *Non possiamo non dirci Cristiani* ». En France aussi, comme le montre l'émoi national en 2019 après l'incendie de Notre Dame, le peuple garde encore ses racines chrétiennes.

Cependant, le Pape François¹ a dénoncé deux hérésies qui menacent tant le discours des progressistes libéraux que celui des souverainistes-illibéraux sur la religion. Invoquer le progrès humain comme seule source de connaissance pour trouver par soi-même des valeurs universelles est un néo-gnosticisme. Vouloir invoquer la tradition religieuse catholique d'un peuple sans recours au mystère de la Foi et au péché originel est un néo-pélagianisme. En mettant le bien commun (soit la conscience de l'individu ou la tradition d'un peuple) comme fin dernière ici-bas, on le confond alors avec des vertus immanentes qui ne sont que le chemin vers la transcendance du bien commun qu'est Dieu.

1. Pape François, *Gaudete et Exsultate : Exhortation apostolique sur l'appel à la sainteté dans le monde actuel*, 2018, Artège, Paris, 2018.

Publication des Actes du colloque,
Paris, 20 et 21 mai 2019.

Stéphane Bauzon (Rome)
Mathieu Bock-Côté (Québec)
Mate Botos (Budapest)
Alessandro Campi (Pérouse)
Jean-Marc Coicaud (USA)
Giulio De Ligio, (Paris)
Chantal Delsol (Paris)
Gil Delannoi (Paris)
Philippe d'Iribarne (Paris)
Malgorzata Kowalska (Varsovie)
Robert Legros (Bruxelles)
Pierre Manent (Paris)
Jean-François Mayer (Fribourg-Suisse)
Roger Scruton (Londres)

Avec le concours et le soutien de la Fondation Simone et
Cino Del Duca, l'Institut de France, l'Académie des Sciences
morales et politiques.

Prix: 20 €

ISBN: 978-2-204-13923-6



Le peuple veut savoir de quoi il s'agit
- Argentine, révolution de Mai

Imprimé en France par EPAC Technologies

N° d'impression : 4550414307820

Dépôt légal : mars 2020